

Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

27 avril 2012
Français
Original : anglais

Première session
Vienne, 30 avril-11 mai 2012

Protocole additionnel

Document de travail présenté par les membres de l'Initiative pour la non-prolifération et le désarmement (Allemagne, Australie, Canada, Chili, Émirats arabes unis, Japon, Mexique, Pays-Bas, Pologne et Turquie)

1. La Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 a souligné, dans son plan d'action, l'importance du protocole additionnel (voir mesures n^{os} 28 à 30). Dans la mesure n^o 28, la Conférence encourageait tous les États parties qui ne l'avaient pas encore fait à conclure et appliquer dès que possible les protocoles additionnels et à les mettre en œuvre à titre provisoire en attendant leur entrée en vigueur.
2. C'est sur cette base, et en tenant compte du risque de prolifération des armes nucléaires et des graves problèmes concomitants qui en résultent pour la sécurité mondiale, en plus de l'importance du rôle joué par le Traité dans la prévention de cette prolifération que l'Initiative pour la non-prolifération et le désarmement a pris une série de mesures concrètes en vue d'appuyer et de renforcer le cadre du Traité et de faciliter la mise en œuvre du plan d'action adopté à la Conférence d'examen de 2010, y compris en s'attachant à promouvoir la signature de protocoles additionnels.

Importance du protocole additionnel

3. Le document INFCIRC/540 (corrigé) présente un modèle de protocole additionnel à l'accord entre un État et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) relatif à l'application de garanties dans le cadre du TNP. Faisant partie intégrante du système de garanties de l'AIEA, il est considéré comme un moyen crédible de garantir l'absence de matières ou d'activités nucléaires non déclarées dans un État donné. Il importe d'assurer l'efficacité des garanties de l'Agence en veillant au maintien de protocoles additionnels par tous les États parties au Traité. Cela confèrera à l'AIEA les pouvoirs accrus dont elle a besoin pour vérifier que les renseignements fournis par les États sont à la fois exacts et complets.
4. Au paragraphe 1 de l'article III du Traité, il est stipulé que tout État partie s'engage à accepter les garanties. La norme minimale devrait être un accord de garanties généralisées et un protocole additionnel.



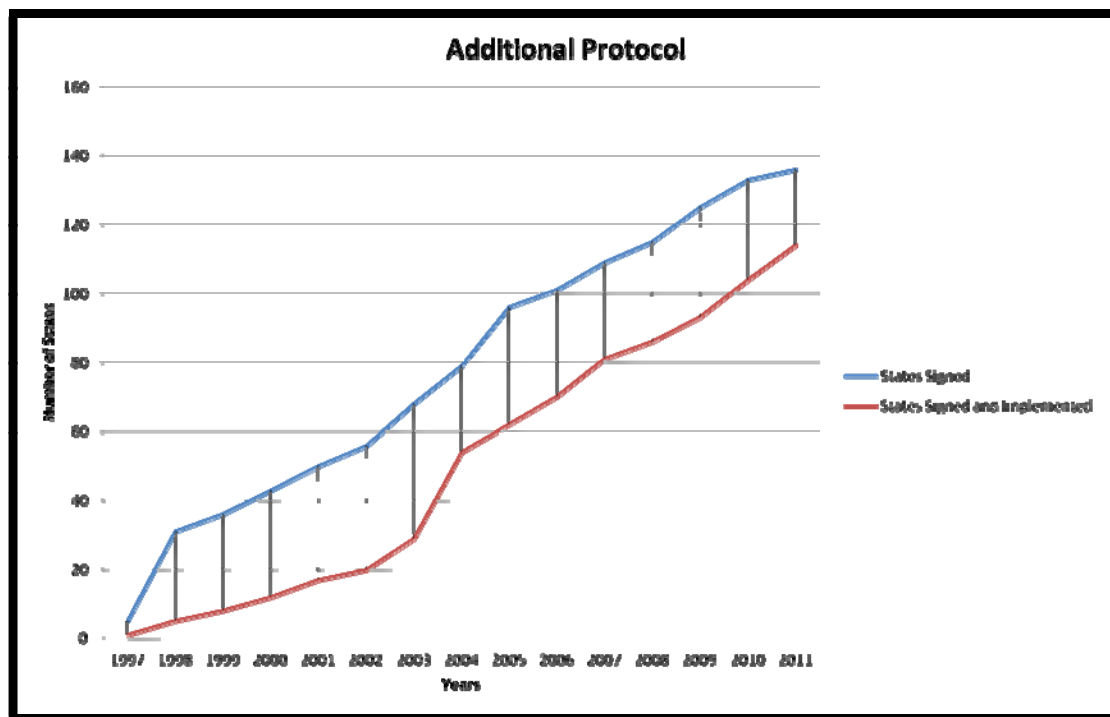
5. L'assurance supplémentaire fournie par les garanties, lorsque celles-ci sont renforcées par un protocole additionnel, aidera à obtenir le plein appui et la confiance de la communauté internationale à l'égard des États désireux de poursuivre le développement de programmes nucléaires à des fins pacifiques.

État de l'entrée en vigueur des protocoles additionnels

6. L'Initiative se félicite de l'augmentation du nombre d'États qui ont appliqué un protocole additionnel et des efforts déployés par l'AIEA en vue de promouvoir la conclusion d'instruments de ce type. À l'heure actuelle, des protocoles additionnels sont en vigueur dans 115 États ainsi que dans la Communauté européenne de l'énergie atomique, soit 14 États de plus que depuis la fin de la Conférence d'examen de 2010.

7. Néanmoins, il existe encore un certain nombre d'États qui, pour des raisons diverses, n'ont toujours pas signé ni appliqué de protocole additionnel. Certains ont souligné le processus politique requis pour l'application, d'autres le manque de compétences et/ou de ressources requises pour en assurer l'application effective et d'autres ont invoqué des difficultés d'ordre juridique. En conséquence, la stratégie que devrait adopter la communauté internationale pour promouvoir l'universalisation devrait être de vaste portée, avoir un caractère global et tenir compte des facteurs propres à chaque pays et à chaque région.

Signature et mise en œuvre des protocoles additionnels



8. S'agissant du manque de moyens (juridiques ou techniques notamment) nécessaires pour assurer la mise en œuvre effective d'un protocole additionnel, l'Initiative estime qu'il faudrait fournir une assistance pour dispenser des conseils et une formation permettant de mettre au point certains processus et de créer l'infrastructure nationale requise. Il est nécessaire et utile d'aider les États auxquels les capacités susmentionnées font défaut afin qu'ils satisfassent aux exigences énoncées dans leurs protocoles additionnels respectifs.

9. Des efforts plus énergiques devraient être faits, par l'intermédiaire de l'AIEA et dans le cadre d'autres mécanismes bilatéraux et régionaux, afin d'examiner les problèmes politiques qui entravent l'application des protocoles additionnels.

Promotion de l'universalisation et du rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique

10. L'Initiative demande instamment à tous les États parties qui ne l'ont pas encore fait de conclure le plus rapidement possible un protocole additionnel avec l'AIEA et d'en appliquer les dispositions en attendant sa ratification. Elle encourage vivement la poursuite des efforts en faveur de l'universalisation.

11. Le soutien de l'AIEA constitue le meilleur moyen d'aider les États à adhérer à un protocole additionnel. L'Initiative souligne qu'il est important que l'Agence et ses États membres aident d'autres États à conclure des protocoles additionnels, à leur donner effet, et à les mettre en œuvre. L'appui de l'AIEA se présente sous différentes formes : missions du Service consultatif sur les systèmes nationaux de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires¹, projets de coopération technique, ateliers et missions d'examen intégré de l'infrastructure nucléaire.

Importance accordée à l'universalisation par l'Initiative

12. L'objectif que constitue l'universalisation peut être atteint par les efforts concertés des États parties et de l'AIEA, ainsi que par des initiatives régionales visant à renforcer les capacités nationales et à enrichir leurs connaissances. La formation dispensée par l'AIEA est importante et devrait être complétée par les efforts d'États ayant des compétences dans ce domaine.

13. En novembre 2011, les membres de l'Initiative ont donné suite aux mesures n^{os} 28 et 29 énoncées dans le plan d'action en adressant au Directeur général de l'AIEA une lettre conjointe dans laquelle ils offraient de partager l'expérience collective qu'ils avaient acquise concernant la conclusion et la mise en œuvre de protocoles additionnels avec des États où ces instruments n'étaient pas encore entrés en vigueur. Plusieurs membres de l'Initiative s'emploient actuellement, à titre individuel, à mettre au point, de concert avec l'AIEA, les modalités permettant de mettre ces engagements en pratique. L'Initiative continuera de coopérer avec l'AIEA sur cette question.

14. L'Initiative est résolue à promouvoir les protocoles additionnels à tous les niveaux, notamment en informant les hauts fonctionnaires afin qu'ils acquièrent les connaissances dont ils ont besoin pour encourager la signature d'un protocole additionnel par leur gouvernement. Toutes ces activités devraient être compatibles

¹ Le Service consultatif fournit aux autorités nationales qui le demandent des recommandations et des suggestions pour améliorer leurs systèmes nationaux de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires.

avec le principe de l'universalité des protocoles additionnels et être conduites de manière non sélective, tout en garantissant le droit d'utiliser les technologies nucléaires à des fins pacifiques.

15. Outre l'action menée par l'AIEA, l'Initiative propose d'organiser, à l'intention de certaines régions, des séminaires ou des activités de sensibilisation visant à fournir une assistance technique adaptée. Elle estime qu'il est indispensable d'établir une liste des activités permettant d'aider tous les États où aucun protocole additionnel n'est en vigueur, en insistant sur l'importance de l'assistance bilatérale et régionale à cet égard. L'Initiative souligne également qu'il est essentiel de fournir une assistance à la mise en place et à l'exploitation de systèmes nationaux de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires, condition essentielle du renforcement de l'efficacité des garanties de l'AIEA.

16. L'Initiative encourage l'AIEA et les États membres à continuer à coordonner leur action et à fournir, dans la mesure du possible, l'appui technique et financier requis pour ces activités.